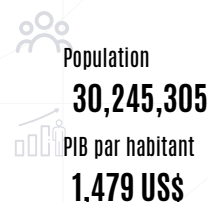
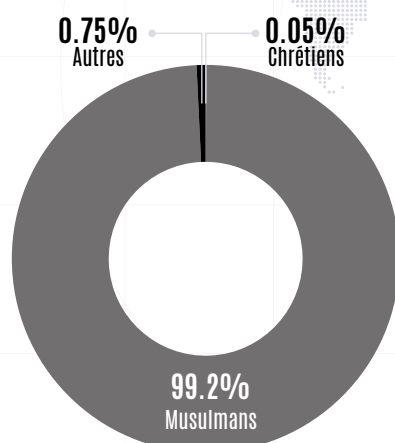




YÉMEN

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

L'article premier de la Constitution du Yémen de 1994¹ dispose que le pays est un État arabe indépendant. L'article 2 mentionne l'islam comme religion d'État. L'article 3 dispose que « la charia islamique est la source de toute législation ». La liberté de pensée est protégée à l'article 42, « dans les limites de la loi », et la Constitution dispose que l'État adhère au droit international relatif aux droits de l'homme.

En pratique, ni la Constitution ni aucune autre loi ne protègent la liberté religieuse. Il est interdit de faire du prosélytisme ainsi que de se convertir de l'islam à une autre religion. Il est également interdit de se moquer de la religion.² La construction de bâtiments neufs requiert par principe l'approbation du gouvernement. Les lieux de culte sont implicitement visés, même s'ils ne sont pas spécifiquement mentionnés.³

L'instruction religieuse islamique est obligatoire dans les écoles publiques, qui sont censées offrir le même programme aux élèves sunnites et chiites. Dans les zones contrôlées par les houthis, il ressort du matériel éducatif que ce sont les principes du zaïdisme qui sont ensei-

gnés. Il n'est pas dispensé d'autre forme d'instruction religieuse dans les écoles publiques. Les écoles privées doivent elles aussi enseigner le même programme aux élèves sunnites et chiites.⁴

Certaines restrictions sur diverses pratiques religieuses et discours religieux non sunnites ont été levées, y compris l'interdiction des commémorations publiques des fêtes chiites de l'Achoura et de Ghadir. Dans le passé, la commémoration publique des fêtes chiites a parfois donné lieu à des affrontements avec des groupes sunnites.⁵

Il y a eu trois élections parlementaires au Yémen depuis l'unification du Yémen du Nord et du Yémen du Sud en 1990, la dernière en 2003.⁶ Les élections prévues en 2009 ont été annulées en raison d'un différend juridique sur la réforme électorale. Puis le président Ali Abdullah Saleh a démissionné en 2012. Il a été remplacé par Abd Rabbuh Mansour Hadi, élu pour une période transitoire de deux ans à la tête d'un gouvernement d'unité nationale. Cette solution a été de courte durée, car les rebelles chiites houthis de l'ex-Yémen du Nord, soutenus par l'ancien président Saleh, ont repris par les armes le pouvoir au gouvernement en 2014. Hadi a démissionné en janvier 2015 et s'est enfui à Aden. En conséquence, les rebelles ont pris le contrôle de la capitale, Sanaa, et du palais pré-

sidentiel.⁷

Ces dernières années, chiites, sunnites, djihadistes et groupes tribaux se sont fréquemment engagés dans des combats, laissant le pays le plus pauvre du Proche-Orient dans un état de guerre civile permanente.

En mars 2015, une coalition militaire⁸ dirigée par l'Arabie saoudite est intervenue au Yémen pour arrêter les rebelles houthis. Malgré plusieurs accords de cessez-le-feu, les combats entre les troupes gouvernementales, les rebelles et d'autres factions se sont poursuivis. En juin 2015, l'Union européenne a imposé une interdiction de voyager au leader houthi Abdulmalik Al-Houthi et à Ahmed Ali Abdullah Saleh, fils de l'ancien Président, et a gelé leurs avoirs parce qu'ils avaient contribué à saper la paix et la stabilité du Yémen.⁹

En novembre 2020, l'administration américaine a annoncé qu'elle désignerait les insurgés houthis soutenus par l'Iran comme une organisation terroriste avant janvier 2021.¹⁰

En novembre 2020, l'Arabie saoudite a informé les houthis du Yémen qu'elle accepterait une proposition de cessez-le-feu de l'ONU, à condition que les houthis acceptent des mesures de sécurité renforcées. L'une des mesures consistait à « établir une zone tampon le long de la frontière avec le nord du Yémen, jusqu'à la formation d'un gouvernement de transition soutenu par l'ONU ». ¹¹

La guerre en cours entre la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les houthis soutenus par l'Iran a provoqué une crise humanitaire majeure, ainsi qu'une épidémie de choléra. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, le nombre total de cas suspects de choléra signalés entre janvier 2018 et mai 2020 a été de 1.371.819, avec un taux de mortalité de 0,1 %.¹²

Des groupes religieux minoritaires tels que les bahaïs, les chrétiens, les hindous et les juifs ont signalé des niveaux croissants de harcèlement, en particulier dans les zones contrôlées par les houthis. Les houthis ont arrêté de nombreux bahaïs, pillant leurs maisons et leurs centres religieux. Les juifs, seul groupe indigène non musulman, sont confrontés à un antisémitisme croissant qui se manifeste au-travers de publications antisémites, de tentatives de conversion forcée à l'islam, et par la fermeture des routes menant aux communautés juives. Les musulmans ismaéliens continuent également d'être victimes de discriminations.¹³

Le gouvernement yéménite internationalement reconnu a été affaibli par le coup d'État des houthis, et n'a pas la

capacité de faire appliquer les lois contre les violations des droits de l'homme. Selon l'Office américain de la liberté religieuse internationale, cela a entraîné un certain nombre d'homicides arbitraires, de disparitions, d'enlèvements et d'autres actes de violence commis par divers groupes.¹⁴ Le rapport énumère également des violations du droit à la vie privée et des limitations aux libertés d'expression, de la presse, de réunion, d'association, de religion et de déplacement.

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

En septembre 2018, plus de 20 bahaïs ont été jugés par un tribunal de Sanaa, contrôlé par les houthis, pour espionnage et apostasie. Selon la Communauté internationale bahaïe, la deuxième audience a été présidée par le juge Abdu Ismail Hassan Rajeh, qui avait déjà condamné à mort un autre bahaï. Au cours du procès, il a demandé au procureur de publier les noms des inculpés dans un journal. En octobre, Abdullah Al-Olofi, porte-parole des bahaïs, a été arrêté par des soldats armés à Sanaa¹⁵ et détenu pendant trois jours.¹⁶

Fin novembre 2018, le département d'État américain a désigné les houthis comme des « entités particulièrement préoccupantes » pour la liberté religieuse, conformément à la loi américaine de 1998 sur la liberté religieuse internationale.¹⁷

Un cours obligatoire appelé « le conflit israélo-arabe » a été ajouté au programme universitaire. Il glorifie entre autres le Hezbollah et son chef Hassan Nasrallah pour leur combat contre Israël, tandis que les pays sunnites sont décrits comme des mercenaires.¹⁸

Selon un article publié en janvier 2019 dans le Middle East Monitor, le groupe État islamique a exécuté quatre personnes pour « athéisme ». ¹⁹

En février 2019, le bulletin Al-Nafeer, lié à la Fondation Al-Shahab de publication médiatique, proche d'Al-Qaïda, condamnait la tenue d'une messe papale à Abu Dhabi. Il a en outre appelé la péninsule arabique à embrasser le djihad et à soutenir Al-Qaïda dans la péninsule arabique et Al-Shabab en Somalie.²⁰

En janvier 2020, un diplomate du Saint-Siège s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU pour dénoncer la grave situation des déplacés internes et des réfugiés du

Yémen.²¹

Les houthis utilisent fréquemment une rhétorique antisémite incitant à la violence contre les juifs. En mai 2020, le leader houthi Abdulmalik Al-Houthi a déclaré que « les juifs veulent s'assurer que la nation n'aille pas dans le bon sens ».²² Dans les zones contrôlées par les houthis, la vie et la sécurité des juifs sont constamment menacées, et ils sont soumis à des restrictions sévères, notamment en ce qui concerne leur liberté de circulation.

En juillet 2020, Hamed Kamal Muhammad bin Haydara et cinq autres membres de la communauté bahaïe ont été libérés de prison et expulsés du Yémen. Arrêté en décembre 2013, Haydara avait été jugé et condamné à mort. Les accusations comprenaient l'espionnage pour Israël, l'offre de cours d'alphabétisation suivant un programme incompatible avec l'islam, et la tentative de convertir des musulmans à la foi bahaïe.²³ Cette condamnation a été confirmée par un tribunal en mars 2020, et les charges retenues contre les bahaïs libérés ont été maintenues. En septembre 2019, alors que Haydara avait fait appel, le procureur a demandé « l'expulsion immédiate [...] de tous ceux qui sont considérés comme bahaïs » et « leur interdiction d'entrer » au Yémen.²⁴

Le Groupe d'éminents experts et experts régionaux sur le Yémen – créé en septembre 2017 par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à la demande du Conseil des droits de l'homme²⁵ – a reçu des informations crédibles selon lesquelles les avocats représentant les détenus bahaïs avaient reçu des menaces et étaient détenus.²⁶

À l'été 2020, à la suite de la normalisation des relations entre les Émirats arabes unis et Israël, une quarantaine de juifs yéménites se sont installés aux Émirats arabes unis.²⁷ La diminution du nombre de juifs yéménites et la guerre civile en cours dans le pays ont rendu la situation encore plus difficile pour eux.

Selon plusieurs médias, de nombreux juifs yéménites ont choisi de s'installer dans un pays culturellement similaire plutôt que d'émigrer en Israël ou aux États-Unis, craignant de ne pas pouvoir s'adapter.²⁸ Si l'émigration juive se poursuit à cette allure, leur départ marquera la fin de 3.000 ans de présence juive dans le pays.

Bien que très peu d'informations soient disponibles sur l'impact du covid-19 sur la pratique religieuse, il semble que le début du Ramadan en 2020 n'ait pas été affecté par des restrictions liées à la pandémie.²⁹ Néanmoins, des

mesures ont finalement été introduites en raison de l'accroissement du nombre de cas.³⁰

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

La guerre civile actuelle met en péril la cohésion de la société yéménite et la sécurité de sa population. La longueur et l'intensification du conflit armé rendent les pourparlers au niveau national de plus en plus difficiles. Profitant de l'instabilité sociale, politique et sécuritaire du pays, des groupes islamistes radicaux de différentes zones géographiques et tendances politiques et idéologiques ont fait du Yémen la base arrière de leurs opérations. Les combats continus et les fortes tensions demeurent une source de préoccupation, car ils affectent les libertés et droits humains, dont la liberté religieuse.

À la date de rédaction du présent rapport, la perspective d'un changement de politique par la nouvelle administration américaine semble avoir encouragé l'Arabie saoudite à rechercher un règlement pacifique avec les houthis soutenus par l'Iran, en commençant par un cessez-le-feu.

Toutefois, en raison des circonstances, caractérisées entre autres par la détérioration rapide de la situation des personnes déplacées³¹, même si un accord de long terme est conclu, les perspectives de la liberté religieuse risquent de rester mauvaises, voire de s'aggraver encore dans un proche avenir.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 The Constitution of the Republic of Yemen, RefWorld - UNHCR, <https://www.refworld.org/pdfid/3fc4c1e94.pdf>
- 2 Office of International Religious Freedom, “Yemen,” 2019 International Religious Freedom Report, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/yemen/>
- 3 Ibid.
- 4 Ibid.
- 5 Ibid.
- 6 Stephen Day, “Yemen postpones its April 2009 parliamentary elections,” Middle East Institute, 2 juin 2009, <http://www.mei.edu/content/yemen-postpones-its-april-2009-parliamentary-elections>
- 7 Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, “Yemen,” 2019 Country Reports on Human Rights Practices, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/yemen/>
- 8 “Saudi Arabian-led intervention in Yemen,” Wikipedia, https://en.wikipedia.org/wiki/Saudi_Arabian-led_intervention_in_Yemen
- 9 “Yemen: EU implements UN sanctions against Houthi leader and son of ex-President Saleh,” European Council – Council of the European Union, 8 juin 2015, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/06/08/yemen-un-sanctions/>
- 10 Colum Lynch, Robbie Gramer, and Jack Detsch, “Trump administration plans to designate Yemen’s Houthis as Terrorists,” Foreign Policy, 16 novembre 2020, https://foreignpolicy.com/2020/11/16/trump-administration-plans-designate-houthis-terrorists-yemen/?utm_source=iterable&utm_medium=email&utm_campaign=1726020
- 11 Aziz El Yaakoubi, “Saudis seek buffer zone with Yemen in return for ceasefire,” Reuters, 17 novembre 2020, <https://uk.reuters.com/article/yemen-security-saudi-usa-int/saudis-look-for-buffer-zone-with-yemen-in-return-for-ceasefire-sources-idUSKBN27X20B>
- 12 “Cholera epidemic in Yemen: 2020 update,” Global Alliance Against Cholera And other Water borne diseases, 28 juillet 2020, <https://www.choleraalliance.org/en/ressources/news/cholera-epidemic-yemen-2020-update>
- 13 April Artrip, “State Department: Yemen Faces Obstacles To Religious Freedom,” The Yemen Peace Project, 21 août 2017, <https://www.yemenpeaceproject.org/blog-x/2017/8/21/state-department-yemen-faces-obstacles-to-religious-freedom>
- 14 Office of International Religious Freedom (2019), op. cit.
- 15 “Member of Baha’i community arrested in Yemen,” Bahá’i International Community, 12 octobre 2018, <https://www.bic.org/news/member-bahai-community-arrested-yemen>
- 16 “Withering life. Human Rights situation in Yemen - 2018,” Mwatana for Human Rights, July 2019, p. 104, https://www.fidh.org/IMG/pdf/withering_life_compressed.pdf
- 17 “Secretary of State’s Determination Under the International Religious Freedom Act of 1998 and Frank R. Wolf International Religious Freedom Act of 2016,” Federal Register - The Daily Journal of the United States Government, 21 décembre 2018, <https://www.federalregister.gov/documents/2018/12/21/2018-27632/secretary-of-states-determination-under-the-international-religious-freedom-act-of-1998-and-frank-r>
- 18 Office of International Religious Freedom, “Yemen,” 2018 International Religious Freedom Report, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/yemen/> ; Mohammed Ali, “Houthis hijack education in Yemen,” Arab News, 3 mai 2018, <https://www.arabnews.com/node/1295651/middle-east>
- 19 “Daesh executes 4 in Yemen on charges of ‘atheism,’” Middle East Monitor, 10 janvier 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20190110-daesh-executes-4-in-yemen-on-charges-of-atheism/>
- 20 “Gulf of Aden Security Review,” Critical Threats, 11 février 2019, https://www.criticalthreats.org/briefs/gulf-of-aden-security-review/gulf-of-aden-security-review-february-11-2019#_ftn1
- 21 Courtney Mares, “Yemen war: A look at a ‘serious humanitarian crisis,’” Catholic News Agency, 19 février 2020, <https://www.catholic-newsagency.com/news/yemen-war-a-look-at-a-serious-humanitarian-crisis-25491>
- 22 “Situation of human rights in Yemen, including violations and abuses since September 2014,” Human Rights Council, 29 septembre 2020, p. 77, <https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/GEE-Yemen/A-HRC-45-CRP.7-en.pdf>
- 23 “Hamid Kamal Mohammad bin Haydara,” United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), <https://www.uscirf.gov/religious-prisoners-conscience/released-rpocs/hamid-kamal-mohammad-bin-haydara>
- 24 “Court case in Sana’a escalates targeting all Baha’is in Yemen,” Bahá’i International Community, 10 octobre 2019, <https://www.bic.org/news/court-case-sanaa-escalates-targeting-all-bahais-yemen>
- 25 “Group of Eminent Experts on Yemen,” United Nations - Human Rights Council, <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/YemenGEE/Pages/Index.aspx>
- 26 “Situation of human rights in Yemen, including violations and abuses since September 2014,” Human Rights Council, 28 septembre 2020, p. 78, <https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/GEE-Yemen/A-HRC-45-CRP.7-en.pdf>
- 27 Tzvi Joffe, “Yemen’s remaining Jews to be transferred to UAE – report,” The Jerusalem Post, 16 août 2020, <https://www.jpost.com/diaspora/yemens-remaining-jews-to-be-transferred-to-uae-report-638831>
- 28 Ibid.
- 29 “Coronavirus: Spared by the pandemic, Yemenis enjoy an unexpectedly normal Ramadan,” Middle East Eye, 26 avril 2020, <https://www.middleeasteye.net/news/coronavirus-yemen-spared-pandemic-unexpectedly-normal-ramadan>
- 30 Saeed Al-Batati, “Aden in 3-day lockdown as Yemen reports new coronavirus cases, deaths,” Arab News, 1er mai 2020, <https://www.arab-news.com/node/1667466/middle-east>
- 31 Dale Gavlak “Update: Aid agencies warn of Yemen’s health care collapse, famine risk,” Catholic News Service, 19 juin 2020, <https://www.catholicnews.com/update-aid-agencies-warn-of-yemens-health-care-collapse-famine-risk/>